

Veille & territoires

#336 - 3 juillet 2023

Agriculture - Alimentation

► Les recommandations du Cese pour un contrat ambitieux entre l'agriculture et la société française

Cese (Commission des Territoires, Agriculture et Alimentation), Christophe Grison et Franck Tivierge (rapp.). *Les avis du Cese*, n° 2023-017, juin 2023. 94 p.

L'objectif de ce Pacte, unissant la société et tous les professionnels du monde agricole, est de parvenir à une vision commune de ce que devrait être notre agriculture, son organisation et ses productions, à l'horizon 2040, tout en identifiant les évolutions qu'elle sera amenée à réaliser d'ici là.

Dans cet avis, le Cese propose ses orientations pour le Pacte autour de trois grands axes :

- Produire au plus près des consommateurs et rendre accessible à tous, une alimentation saine et durable
- Donner un souffle nouveau à l'agriculture française pour y attirer de nouveaux actifs et maintenir un tissu d'exploitations agricoles sur l'ensemble du territoire
- Resserrer les liens entre l'agriculture et la société, grâce à une meilleure compréhension réciproque

► L'avis ► La synthèse

► Le foncier outre-mer

Sénat (Délégation sénatoriale aux outre-mer), Vivette Lopez et Thani Mohamed Soilihi (rapporteurs). *Rapport d'information*, n° 799, 28 juin 2023. 343 p.

Dans ce rapport, la Délégation sénatoriale aux outre-mer a souhaité engager un travail d'analyse sur le thème de la rareté du foncier dans les outre-mer, une donnée structurelle que l'on peut lier à plusieurs facteurs spécifiques : exiguïté des territoires insulaires ultramarins, topographie accidentée, exposition aux risques naturels, indivision... Le rapport est ainsi l'occasion d'alerter sur le recul du foncier agricole dans les outre-mer - en contradiction avec l'objectif d'autosuffisance alimentaire - d'en mesurer les conséquences et de proposer des mesures appropriées face à cette tendance.

► Le rapport ► La synthèse

Aménagement du territoire

► Le maillage aéroportuaire français

Cour des comptes, juin 2023. 153 p.

Sur son territoire métropolitain, en 2019, la France comptait 73 aéroports. Parmi eux, 41 plateformes ont reçu cette même année entre 10 000 et 3 millions de passagers commerciaux. Le présent rapport porte sur la situation particulière de cette catégorie d'aéroports dits « intermédiaires », dont le niveau de trafic excède celui des aérodromes d'intérêt local sans égaler la fréquentation des plateformes aéroportuaires de rang international, et qui sont pour la plupart propriétés des collectivités territoriales. Confrontés à des défis communs, ces aéroports ont des vocations diverses et contribuent au désenclavement de territoires isolés ou desservent des métropoles régionales bien connectées.

► Le rapport ► La synthèse

Collectivités territoriales

► Commune nouvelle : soutenir le projet d'un destin commun

Sénat (Délégation aux collectivités territoriales), Françoise Gatel et Éric Kerrouche (rapporteurs).

Rapport d'information, n° 798, 28 juin 2023. 4 p. (Synthèse)

Les communes nouvelles sont nées de la volonté du législateur de conforter le fait communal. La loi dite Marcellin a institué en 1971 un régime de fusion de communes, qui n'a pas produit les effets escomptés. La loi du 16 décembre 2010 lui a substitué une nouvelle procédure de regroupement communal fondée sur le volontariat. La France compte aujourd'hui moins de 35 000 communes grâce aux 797 communes nouvelles créées, où résident près de 2.5 millions d'habitants. Toutefois, cette évolution représente une baisse de seulement 5% du nombre de communes depuis 2010. Alors, demi-succès ou demi-échec ? Le rapport complet n'est pas encore publié sur le site du Sénat au moment de rédaction de ce bulletin mais sa **synthèse est disponible**.

Culture

► La culture et la réorientation écologique des territoires

Horizons publics en partenariat avec l'Agence d'urbanisme Clermont Massif central (AUCM), Stéphane Cordobes (coord.) Horizons publics, Hors-série été 2023. 64 p.

En 2023, l'agence d'urbanisme Clermont Massif central (AUCM) ouvre la réflexion prospective « Territoires, cultures et réorientations écologiques ». La bifurcation à mener pour faire face au changement global est d'une telle ampleur qu'elle oblige ni plus ni moins qu'à réinventer nos cultures territoriales communes, y compris dans leurs dimensions sensibles. Ce sera aussi le fil conducteur de la 44e rencontre nationale de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU), « *No Cultures, No Futures ! Pas de réorientation écologique sans recomposition culturelle des territoires ?* » en novembre prochain.

► Lire un extrait

Exode urbain

► Exode urbain : une mise au vert timide

France Stratégie - Coline Bouvart et Olivier Bouba-Olga (Région Nouvelle-Aquitaine / Pôle Datar),
Note d'analyse, n° 122, juin 2023. 8 p.

La pandémie de Covid aurait fait naître chez les citadins, notamment dans les métropoles, des aspirations à un cadre de vie plus vert et moins dense qui se seraient traduites par un flux de déménagements vers des villes plus petites ou des zones rurales. Le débat persiste cependant sinon sur la réalité, du moins sur l'ampleur du phénomène. Les auteurs livrent ici leur propre analyse à partir du croisement de deux sources de données : les inscriptions scolaires – de la maternelle au lycée – et les prix de l'immobilier.

Habitat - Logement

► La ville pavillonnaire du Grand Paris. Enjeux et perspectives

Atelier parisien d'urbanisme (Apur), juin 2023. 180 p.

Avec 416 500 pavillons, où vivent 1,16 million d'habitants, la Métropole du Grand Paris est la plus grande ville pavillonnaire de France. Au-delà des chiffres globaux et de l'engouement connu des Français pour cet habitat, les tissus pavillonnaires restent mal connus dans leurs spécificités. L'étude a pour ambition d'apporter une meilleure connaissance de ces tissus pavillonnaires pour mieux apprécier et conserver leurs qualités mais aussi leur nécessaire adaptation face aux changements climatiques, économiques et sociaux auxquels la métropole est confrontée.

► L'étude

► La coopération intercommunale, remède à la ségrégation sociospatiale ? Une comparaison de six agglomérations françaises

Collectif API. *Revue internationale de politique comparée*, 2023/1 (Vol. 30). pp. 113-145

L'objectif de cet article est d'examiner dans quelle mesure les injonctions législatives ont permis une montée en puissance généralisée des intercommunalités sur les deux fronts de la production et de l'attribution des logements sociaux. Existe-t-il des différences entre les intercommunalités et, si tel est le cas, comment peut-on les expliquer ? Pour le savoir, les auteurs ont conduit entre 2018 et 2020 une enquête comparative portant sur six EPCI : Bordeaux Métropole, la Communauté d'agglomération du Pays de Meaux, la Communauté urbaine de Dunkerque, Grenoble-Alpes Métropole, Mulhouse Alsace Agglomération et Saint-Étienne Métropole.

Ingénierie

► Etude sur les conséquences des évolutions de la commande publique sur l'emploi et les compétences de l'ingénierie privée

**OPIEEC (Observatoire des métiers du numérique, de l'ingénierie, du conseil et de l'évènement),
avril 2023. 133 p.**

La commande publique représente un marché de première importance pour les bureaux d'études. Cette étude porte sur les conséquences des évolutions de la commande publique sur l'ingénierie privée, et met en lumière la complémentarité effective entre les acteurs de l'ingénierie publics et privés dans les territoires.

► Le rapport ► La synthèse

Jeunesse

► Jeunesses des Outre-mer

Arnaud Régnier-Loilier, Michel Tondellier, Élodie Floury et al. *Agora débats/jeunesses*, éd. Presses de Sciences Po, 2023/2, n° 94. pp. 26-155

Le présent dossier met l'accent sur « les jeunesses » ultramarines, le pluriel suggérant une multiplicité de réalités. Les auteurs ont notamment fait le choix de porter la focale sur les jeunes vivant dans les Outre-mer, laissant de côté celles et ceux ayant migré vers l'Hexagone. Ce parti-pris d'une problématique resserrée autour des jeunes vivant dans leur territoire tient à la spécificité des migrations dans le parcours de vie des ultramarins, à la fois très fréquentes mais aussi très sélectives. Il s'agissait ainsi d'interroger la manière dont se vivent les jeunesses in situ, comment elles s'y déploient et avec quelles perspectives d'avenir.

Mobilité - Transports

► À pied et à vélo en 2023 dans les quartiers prioritaires

Club des villes et territoires cyclables et marchables (CVTCM) avec le soutien de l'ANCT, juin 2023. 112 p.

L'objectif de cette publication est d'apporter des éléments, des conseils, des exemples de terrain, de l'inspiration et des ressources pour agir localement en faveur des mobilités actives dans les quartiers, avec et pour les habitants.

Numérique

► 15 % de la population est en situation d'illectronisme en 2021

Insee, Hayet Bendekkiche et Louise Viard-Guillot. *Insee Première*, n° 1953, juin 2023. 4 p.

En 2021, 15,4 % des personnes de 15 ans ou plus résidant en France sont en situation d'illectronisme : 13,9 % n'ont pas utilisé Internet au cours des trois derniers mois et 1,5 % l'ont utilisé mais ne possèdent pas les compétences numériques de base. L'illectronisme s'accroît nettement avec l'âge et est plus répandu parmi les personnes les plus modestes. En outre, 28 % des usagers d'Internet ont des capacités numériques faibles, c'est à dire qu'ils manquent de compétences dans un, deux ou trois domaines parmi les cinq que sont la recherche d'information, la communication en ligne, l'utilisation de logiciels, la protection de la vie privée et la résolution de problèmes en ligne. L'illectronisme a diminué de 3 points entre 2019 et 2021, dans le contexte de la crise sanitaire. Les compétences liées à l'utilisation de logiciels et à la recherche d'information en ligne se sont particulièrement diffusées.

► Davantage d'illectronisme dans les communes éloignées des villes et les petits pôles urbains

Insee, Aline Branche-Seigeot. *Insee Analyses*, n° 85, juin 2023. 4 p.

En 2019, 16 % des personnes de 15 ans ou plus résidant en France métropolitaine n'ont pas utilisé Internet au cours des douze derniers mois ou n'ont pas les compétences numériques de base. Ces personnes sont en situation d'illectronisme. Il s'agit surtout des plus âgés, des moins diplômés et des moins favorisés socialement. Les habitants les plus éloignés des villes et ceux des petits pôles urbains sont davantage concernés par l'illectronisme (respectivement 22 % et 24 %) que ceux des plus grandes villes (13 %). Par ailleurs, les populations des territoires sous influence de grands

pôles urbains utilisent Internet beaucoup plus fréquemment. Via une modélisation, le risque d'illectronisme peut être calculé au niveau des intercommunalités : avec une population plus jeune et plus diplômée, celles qui abritent les capitales régionales sont moins exposées. Au sein des régions, le taux d'illectronisme modélisé est le plus élevé en Normandie, en Bourgogne-Franche-Comté et en Centre-Val de Loire et le moins élevé en Île-de-France et dans les Pays de la Loire.

Santé

► Dynamiques territoriales de sante (CLS, ASV, CLSM) et CPTS : quelle articulation ?

Actes du webinaire du 6 avril 2023

Fabrique Territoires Santé, 27 juin 2023. 38 p.

Ce recueil propose une restitution des échanges d'une table-ronde où divers points de vue (élu local, coordonnatrice de CLS, coordonnatrice de CPTS, ARS, ...) se sont croisés sur les articulations et les passerelles entre les dynamiques territoriales de santé (ASV, CLS, CLSM) et les Communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS), ainsi que sur la capacité des CPTS à s'engager dans une démarche de réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

Services publics

► France Services, une nouvelle étape vers un service universel

Mission portée par Bernard Delcros, Marie-Agnès Poussier-Winsback

France Services, Sénat, Assemblée nationale, juin 2023. 53 p.

Le rapport issu de la mission dresse un bilan positif du dispositif France services et propose un certain nombre de solutions concrètes pour l'enrichir. Ces propositions vont alimenter les réflexions du Gouvernement sur « l'acte II du programme France services ».

► Accéder aux services publics en milieu rural : les femmes en première ligne ?

Émilie Agnoux, Émilie Nicot. Fondation Jean Jaurès, juin 2023. 15 p.

Principales usagères des services publics en milieu rural, les tâches domestiques et administratives leur incombant encore majoritairement, les femmes subissent les conséquences du manque d'effectifs, des fermetures et des réorganisations de certains services publics. Émilie Agnoux, co-fondatrice du think tank "Le sens du service public", et Émilie Nicot, attachée principale dans la fonction publique, analysent comment la disparition des services publics en milieu rural aggrave les inégalités femmes-hommes et formulent six pistes d'action pour tenir compte des impacts genrés de l'action publique.

Sobriété foncière

► Sobriété foncière (Dossier documentaire)

Centre ressource du développement durable (Cerdd), juin 2023. 32 p.

Ce dossier documentaire vise à donner les clés nécessaires pour comprendre ce qui est en jeu et porter des projets de sobriété foncière. Définitions, chiffres-clés, interview, schémas... tous les moyens ont été mobilisés pour décortiquer les enjeux causés par l'artificialisation, comprendre

quelle logique guide la sobriété foncière, et découvrir des solutions existantes et mobilisables dès aujourd'hui dans les territoires.

► **Zan : la sobriété foncière au service du projet de territoire**

Intercommunalités de France - Carole Ropars, Oriane Cébile, Claire Delpech, Clément Beylac et Sébastien Bayette. *Intercommunalités*, n° 283, juin 2023. pp. 8-19

Thème de ce dossier : l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN), formulé dans la loi Climat et résilience, qui met la sobriété foncière au centre des politiques locales. Chaque territoire devra trouver les solutions adaptées à son contexte pour mettre en œuvre une gestion économe de l'espace. L'appropriation de ce nouveau modèle place ainsi les élus locaux dans un rôle de conduite du changement. Parmi les articles : "Impact du ZAN sur les politiques locales de l'habitat et leur mise en œuvre" ; "La densification, pour quel projet de vie collective ?" ; "Les friches commerciales, un gisement foncier à exploiter".

Territoires

► **Des temps d'accès contrastés d'une ruralité à l'autre, un rôle structurant pour les bourgs ruraux. Accès aux équipements**

Insee, Patricia Antoine, Anne Reffet-Rochas. *Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes*, n° 163, juin 2023. 4 p.

La localisation des équipements analysée à travers la grille de densité, montre des bourgs ruraux mieux équipés que le reste de la région, au regard du nombre d'habitants. Les autres espaces ruraux abritent une part importante de population éloignée des équipements, souvent du fait de la géographie du territoire. Les habitants les plus jeunes, résidant dans ces espaces, sont les moins favorisés. Ils accèdent moins rapidement aux services de formation et d'accès à l'emploi. Les territoires urbains comprennent le plus grand nombre d'équipements, accessibles en peu de temps.

► **Qualité de vie : des enjeux diversifiés selon les territoires**

Insee, Stéphanie Durieux, Gilles Fidani et Benjamin Méreau. *Insee Analyses Provence-Alpes-Côte-d'Azur*, n° 118, juin 2023. 4 p.

Au regard de la qualité de vie, Provence-Alpes-Côte d'Azur bénéficie de conditions favorables en matière de santé, d'accès aux services, d'ensoleillement ou de paysages. En revanche, les problématiques de logement, environnementales et d'insertion professionnelle demeurent prégnantes. Dans l'ensemble, ces facteurs se sont améliorés au cours des dernières années. Six profils d'intercommunalités apparaissent. Le littoral comprend deux profils de territoires denses avec un bon accès aux services mais des tensions sur le logement et une pression sur l'environnement. Un troisième profil correspond à des territoires périurbains plus aisés mais dans lesquels la population est contrainte à de longs déplacements pour aller travailler. Dans l'arrière-pays se situent deux profils de territoires offrant des logements moins coûteux mais avec des difficultés économiques et sociales aiguës, surtout à l'ouest de la région, alors que le centre subit un fort éloignement aux services, notamment de santé. Enfin, les territoires les plus montagneux constituent le dernier profil. Ils bénéficient d'atouts à de nombreux égards, toutefois l'emploi y est plus précaire et les équipements éloignés.

► Recueil d'études transfrontalières

Christine Charton, Caroline Desnoyers, Jérôme Mathias, Yohann René (Insee Bourgogne-Franche-Comté) et Noredine Hmamba (Service de statistique, Neuchâtel). *Insee Dossier Bourgogne-Franche-Comté*, n° 9, juin 2023. 46 p.

Dans les territoires de l'Arc jurassien, des formes de coopération s'organisent en fonction des complémentarités économiques, des flux quotidiens importants des travailleurs comme des consommateurs, ou encore des contrastes démographiques. Ce recueil rassemble cinq études réalisées par l'Observatoire statistique transfrontalier de l'Arc jurassien (Ostaj) sur des thématiques variées, publiées au cours des années précédentes. Parmi les sujets d'étude : "Artificialisation croissante dans les zones peu denses en France et urbanisées en Suisse", "Activités présentielle dans l'Arc jurassien", "L'horlogerie, une spécialité reconnue de l'Arc jurassien", ...

► Le dossier

Tourisme

► La gestion des flux touristiques (Dossier de presse)

Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, juin 2023. 27 p.

Nous sommes confrontés à un défi majeur : 80% de l'activité touristique en France se concentre sur seulement 20% de notre territoire. Cela entraîne rapidement des pics de fréquentation sur certains sites. Une réflexion rapide sur la gestion des flux touristiques est nécessaire afin de trouver un équilibre entre l'attrait des sites locaux et la préservation de leur environnement naturel et de leur biodiversité. Pour relever ce défi, un plan d'action a été élaboré en collaboration avec les acteurs du tourisme et le réseau des Grands sites de France. Ce plan s'articule autour de quatre axes, visant à comprendre et à mesurer l'impact des flux touristiques, à prendre des mesures adaptées aux différents territoires, à sensibiliser la population et à mobiliser les acteurs locaux, ainsi qu'à soutenir les territoires dans la gestion de ce défi.

► Le dossier

Transitions

► Observatoire des transitions écologique et numérique

Villes de France, juin 2023. 28 p.

Elaboré avec plusieurs partenaires (la Banque des Territoires, Citeo, EDF, Enedis, ENGIE, GRDF, Orange, SFR, Suez et Veolia) et réalisé par le cabinet Espelia, cet observatoire est un outil à destination des adhérents de Villes de France qui pourront comparer leurs résultats aux moyennes des autres villes et qui pourront approfondir certaines thématiques.

Urbain

► Le guide de l'aménagement durable

DGALN, Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, juin 2023. 104 p.

Ce guide accompagne les acteurs de tous les territoires dans la mise en œuvre de leurs projets d'aménagement durable afin de répondre aux grands défis de la ville durable : sobriété dans la consommation des ressources et de l'énergie ; résilience notamment face au changement

climatique ; inclusion et création de valeur sur les territoires. Il fournit des informations pratiques pour aider à concevoir des territoires durables et à prendre des mesures concrètes pour améliorer la qualité de vie des habitants et usagers. À la fois cadre de référence et guide méthodologique pour concevoir un aménagement durable dans une approche intégrée, il décrit les fondamentaux de l'urbanisme durable et comment les concrétiser. Une véritable boîte à outils de l'aménagement durable à l'échelle du quartier.

► Peut-on réussir la rénovation urbaine ?

Concilier logiques financières et urbaines : la piste de la santé publique

Raphaël Frétny, *Métropolitiques*, juin 2023

En dépit des restrictions budgétaires et des nombreuses critiques qu'elles ont suscitées, les politiques de rénovation urbaine ont peu évolué dans les vingt dernières années. Raphaël Frétny avance des pistes pour expliquer ce paradoxe et suggère de les réformer, en orientant davantage les financements vers des enjeux de santé.

Viellissement de la population

► Bien vieillir dans les petites villes. Guide à destination des élus

APVF, France Silver Eco et Caisse d'Epargne, juin 2023. 33 p.

À l'heure des transitions tout aussi multiples que nécessaires, la transition démographique liée au vieillissement de la population présente un avantage certain : elle est en bonne partie prévisible. Les collectivités territoriales mettent ainsi déjà en place depuis plusieurs années des projets innovants qui dessinent des territoires adaptés à la part grandissante des seniors dans la société. Ce guide à destination des élus de petites villes se veut une fenêtre ouverte sur les écosystèmes et leviers existants pour relever le défi du vieillissement. Témoignages d'élus, analyses d'experts, partage de bonnes pratiques, ce recueil permet notamment de nourrir la réflexion pour construire la ville de demain, adaptée à nos aînés.

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille ANCT

>> **Pour s'abonner au bulletin Veille & territoires : accès direct à l'encart d'inscription**

>> **Nous contacter : veille.anct@anct.gouv.fr**

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr

VEILLE & TERRITOIRES ISSN 2827-3737



[Voir la version en ligne](#)

[Se désinscrire](#)